



SERVICES TECHNIQUES URBAINS ET INFRASTRUCTURES PUBLIQUES

SOMMAIRE

1. Agenda	1
2. Architecture bâtiment, logistique et énergie	2
2.1 Génie énergétique	2
2.2 Gestion des bâtiments	5
3. infrastructures publiques et réseaux	6
3.1 Patrimoine de voirie	6
3.2 Eau et assainissement.....	7
3.3 Infrastructures portuaires, aéroportuaires et fluviales	10
4. ingénierie écologique	10
4.1 Nature et paysage urbain	10
4.2 Environnement	12
4.3 Déchets et propreté.....	14
5. Transversal Services Techniques Territoriaux	15

1. AGENDA

Rencontres territoriales du patrimoine historique : protéger et rendre accessible le patrimoine historique ?

27 mars 2014, Paris (INSET Montpellier / AITF / Louvre / CNFPT Pole Culture Nancy)

L'achat public d'énergie : connaître les règles de mise en concurrence des fournisseurs

17 avril 2014, Montpellier (INSET Montpellier)

Journée technique sur les eaux pluviales, enjeux, solutions technique et environnementales et nouvelles compétences

16 mai 2014, Montpellier - (INSET Montpellier / AITF)

Les agendas d'accessibilité programmée (AdAP), le design et la conception universelle au service de l'accessibilité

24 juin 2014, Montpellier – (INSET Montpellier / Ecole de Design Nantes)

Les collectivités face à leurs responsabilités écologiques : voir les services éco systémiques comme des leviers pour les territoires urbains

26 juin 2014, Lyon – (INSET Montpellier / CEREMA)

2. ARCHITECTURE BATIMENT, LOGISTIQUE ET ENERGIE

2.1 Génie énergétique

Actualité "Energie et Territoire"

Site d'Energy Cities

<http://www.energy-cities.eu/-Actualite-Energie-et-Territoire-du,705->

A l'occasion du débat sur la transition énergétique, Energy Cities a créé une liste de diffusion réservée aux questions « énergie et territoires » du débat.

Assises de l'énergie 2014 - loi sur la transition énergétique : le grand flou / DESCAMPS OLIVIER LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 31/01/2014

<http://www.lagazettedescommunes.com/218929/loi-sur-la-transition-energetique-le-grand-flou/>

Réunis à Dunkerque pour les quizièmes assises territoriales de l'énergie, les représentants des collectivités espéraient un signe du gouvernement... En vain. Six mois après la fin du débat national, les contours du projet de loi sur la transition énergétique ne sont toujours pas dessinés.

Transition écologique - climat, air, énergie : les actions des territoires ne permettront pas d'atteindre les objectifs des schémas régionaux / LESQUEL EMMANUEL

LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 31/01/2014

<http://www.lagazettedescommunes.com/218387/climat-air-energie-les-actions-des-territoires-ne-permettront-pas-datteindre-les-objectifs-des-schemas-regionaux/>

Mardi 28 janvier 2014, il a été beaucoup question aux Assises de l'énergie du rôle des collectivités locales pour atteindre les ambitieux objectifs en matière de transition énergétique. Il semble désormais évident pour les acteurs locaux que leurs actions, même volontaristes, ne permettront ni d'atteindre les objectifs fixés dans les schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie, ni même les objectifs qu'elles se sont elles-mêmes fixés.

Rénovation énergétique de l'habitat : toujours la priorité 2014 de l'Ademe / VERGNE FREDERIQUE

LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 28/01/2014

<http://www.lemoniteur.fr/137-energie/article/actualite/23580246-renovation-energetique-de-l-habitat-toujours-la-priorite-2014-de-l-ademe>

Aller encore plus loin que les « Points Rénovation Info Service » (PRIS) en développant des « Plateformes Locales pour la Rénovation », un service d'accompagnement complet aux ménages allant du stade de projet à la réalisation des travaux, en passant par le financement. Telle est l'une des priorités 2014 de l'Ademe annoncées par Bruno Lechevin, son président. Lors de ses vœux à la presse le 28 janvier, Bruno Lechevin, dix mois après sa nomination à la présidence de l'Ademe, est apparu serein, satisfait d'« être à la tête d'une belle maison qui a une place importante comme opérateur d'état » et optimiste quant à l'avenir de la transition énergétique. Et ce, même si l'écologie ne fait pas partie des préoccupations des Français en temps de crise.

Hangest-sur-Somme chauffe ses bâtiments communaux au miscanthus

REVUE DES COLLECTIVITES LOCALES, n° 448, 31/01/2014, p. 28-29

C'est un nouveau combustible à la fois très économique et écologique qui permet aujourd'hui le chauffage des salles de classe, de la mairie, la cantine et la salle des anciens, soit environ 1000 m² de bâtiments communaux.

Projet "Serre capteur" : maîtriser les dépenses énergétiques / VIDRIL VALERIE

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 871, 29/01/2014, p. 10-11

Le projet collaboratif "Serre capteur" porté par le CTIFL a été mené de 2007 à 2012 dans l'objectif de maîtriser les dépenses énergétiques sous serre. L'heure est à la communication des résultats : des économies de chauffage importantes et un bilan économique variable selon la consommation électrique des équipements.

Bois énergie : des filières locales émergent / VILLE FREDERIC
TECHNI.CITES, n° 262, 24/01/2014

L'augmentation du prix des énergies fossiles et les objectifs de promotion des énergies renouvelables du Grenelle de l'environnement font progresser l'énergie bois, avec des filières locales portées par les collectivités nécessitant une gestion planifiée des boisements et haies en amont, une structuration de l'approvisionnement des chaufferies et une rentabilisation de l'énergie bois en aval.

La pluie et le beau temps au secours de l'électricité / HUET SYLVESTRE
LIBERATION, n° 10169, 24/01/2014

En 2013, la consommation française a été limitée grâce aux températures clémentes et la production aidée par l'hydraulique.

Fin des tarifs réglementés en matière d'énergie : quel montage juridique pour les nouveaux contrats? / APASP
LOCALTIS.INFO, 21/01/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266495416&cid=1250266482421>

Les acheteurs publics doivent anticiper dès maintenant l'extinction progressive des tarifs réglementés de vente d'énergie. Le point sur les échéances à retenir et leurs conséquences pour les nouveaux contrats.

Transition énergétique : des collectivités à l'avant-garde / BIDAULT MARIE, SCHNEID OLIVIER, CLEMENS MONIQUE, VILLE FREDERIC, WANAVERBECQ CHRISTIANE
GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2205, 20/01/2014, p. 19-24

Des leviers pour maîtriser la demande : aider les habitants ; rénover les bâtiments ; revoir l'urbanisme - s'engager dans la production d'énergies renouvelables : de plus en plus de collectivités se lancent dans la production d'énergies renouvelables pour tirer le meilleur bénéfice des ressources locales. Elles restent toutefois minoritaires.

Expérience : des éoliennes publiques au service des citoyens (Syndicat d'énergies de la Nièvre) - il faut éclairer les maires sur leurs potentialités" : le maire de Lambesc (13), a un rêve : que ses homologues s'approprient l'énergie sur leur territoire. Et sa recette paraît simple.

<http://www.projetdeterritoire.com/index.php/Nos-publications/Guides/Ecologie-industrielle-et-territoriale-Les-collectivites-actrices-de-la-transition-energetique-et-ecologique> ;
<http://www.energies-citoyennes.fr>

Collectivités territoriales et énergie : tarification sociale et précarité énergétique (8) / FONTAINE CECILE

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2205, 20/01/2014, p. 44-46
La loi a institué des tarifs sociaux en matière de vente d'électricité et de gaz naturel. Le régime juridique de cette tarification sociale a évolué ces dernières années en vue de fluidifier le dispositif, mais des progrès restent à réaliser.

http://ademe.typepad.fr/files/rapport_audit_tarifs_sociaux_energie_juillet2013.pdf
<http://www.transition-energetique.gouv.fr>

En Allemagne, à Tübingen, une politique aménagée / LEJEUNE Léa
LIBERATION, n° 10165, 20/01/2014, cahier central

http://www.liberation.fr/economie/2014/01/19/en-allemande-a-tubingen-une-politique-amenagee_973971

La municipalité de cette ville du Bade-Wurtemberg développe l'habitat participatif pour faire baisser les prix. Un gros bloc de plus de 3 000 m² aux angles droits, des balcons à chaque étage, une peinture orange tape-à-l'œil. De l'extérieur, l'immeuble ressemble à beaucoup de bâtiments des années 2000 qui se dressent dans les rues de Tübingen, ville allemande du Bade-Wurtemberg de 89 000 habitants. Son originalité ? Ce «Projekt 14» a été construit en 1997 par une coopérative d'habitants, à savoir ses futurs occupants, tous propriétaires d'un des 30 logements et de tantièmes des parties communes.

Regain d'énergies franco-allemand / SCHAUB CORALIE
LIBERATION, n° 10165, 20/01/2014, cahier central

http://www.liberation.fr/economie/2014/01/19/regain-d-energies-franco-allemand_973968

Histoire de ne pas être totalement muet sur l'environnement et l'énergie, François Hollande s'est fendu le 14 janvier d'une jolie proposition : créer «une grande entreprise franco-allemande pour la transition énergétique». La comparaison avec Airbus peut faire tiquer, l'aviation n'étant pas le secteur le plus vert... Mais va pour l'image du beau mécano industriel.

Des stations d'épuration réserves d'alimentation / MAINCENT GUILLAUME

LIBERATION, n° 10165, 20/01/2014, cahier central

http://www.liberation.fr/economie/2014/01/19/des-stations-d-epuration-reserves-d-alimentation_973972

Récupération de Gaz ou de chaleur : les eaux usées trouvent de nouveaux usages. On connaissait l'énergie extraite des eaux d'égout : une petite hélice ou un petit échangeur placé au travers de la canalisation, et hop, on fabrique de l'électricité ou de la chaleur (EcoFutur du 26 août). Suivons maintenant le même tuyau, mais jusqu'à son terminus malodorant : la station d'épuration. Eh bien là aussi, nous avons affaire à un concentré d'énergie que l'on commence tout juste à exploiter...

La transition énergétique au cœur des Assises de l'énergie / DE VOGUE ALIX

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5747, 17/01/2014, p. 77

Les Assises de l'énergie se tiendront cette année à Dunkerque. Elus locaux et professionnels échangeront notamment sur le projet de loi concernant la transition énergétique qui sera présenté au printemps.

L'Alsace s'apprête à lancer un service public de l'efficacité énergétique / LUNEAU SYLVIE

LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 15/01/2014

<http://www.lagazettedescommunes.com/216032/lalsace-sapprete-a-lancer-un-service-public-de-lefficacite-energetique-exclusif/>

La région Alsace a pris le 9 janvier une délibération concernant la préfiguration d'un service public de l'efficacité énergétique (SPEE), un dispositif qui devrait lui permettre de massifier la rénovation énergétique des logements. Dès la fin de ce mois, elle lancera un marché d'accompagnement au montage de la structure qui sera l'entité porteuse de ce nouveau service public.

Le Sipperec remporte une manche majeure contre son concessionnaire ERDF / SCHNEID OLIVIER

LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 15/01/2014

<http://www.lagazettedescommunes.com/216072/le-sipperec-remporte-une-manche-majeure-contre-son-concessionnaire-erdf/>

ERDF devra bel et bien verser quatre millions d'euros de pénalités au Sipperec pour ne pas avoir respecté ses obligations de transparence dans l'exploitation de la concession du syndicat d'énergies de la région parisienne. Derrière ce contentieux se profile un autre enjeu : une mise en concurrence du concessionnaire que le droit communautaire pourrait un jour imposer à la France.

Energie : des recettes en moins pour les communes / SCHNEID Olivier

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2204, 13/01/2014, p. 13

La perte de la taxe communale sur l'électricité au profit des syndicats d'énergie va peser sur les budgets.

Nantes métropole : une centrale photovoltaïque pour le stade d'athlétisme / FARRUGIA-TAYAR

CLAUDINE

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2204, 13/01/2014, p. 35

Situé près de l'hippodrome et du campus universitaire, le stade couvert d'athlétisme, mis en service en septembre 2013, accueille sur son toit la plus grande centrale photovoltaïque urbaine de France intégrée à un bâtiment, couvrant 4000 m².

Rénovation énergétique : à quoi ressemblent les guichets uniques portés par les collectivités locales?/

VERGNE FREDERIQUE

LEMONITEUR.FR, 11/01/2014

<http://www.lemoniteur.fr/131-etat-et-collectivites/article/actualite/19947966-renovation-energetique-a-quoi-ressemblent-les-guichets-uniques-portes-par-les-collectivites-locales>

Priorité du Plan Bâtiment Durable, l'appropriation de la rénovation énergétique de l'habitat par les collectivités locales est une des conditions essentielles pour que les objectifs de rénovation fixés par le Gouvernement soient au rendez-vous. Brest, Vannes et Lorient démontrent que le guichet unique, c'est possible dès aujourd'hui !

Efficacité énergétique : l'Alsace aide aussi les industriels

ENVIRONNEMENT-MAGAZINE.FR, 07/01/2014

<http://www.environnement-online.com/presse/environnement/actualites/4322/efficacite-energetique/lalsace-aide-aussi-les-industriels>

Fort d'une expérimentation concluante de deux ans menée auprès de 43 pionnières, le conseil régional d'Alsace pérennise et généralise en ce début d'année l'aide à l'efficacité énergétique des entreprises qui l'associe à l'Ademe, au groupe EDF et à la Banque publique d'investissement.

<http://www.region-alsace.eu/aide/aide-aux-projets-defficacite-energetique-des-entreprises>

Gaz et pétrole de schiste : soulagement provisoire ? / DINI FLORENCE

JOURNAL DES MAIRES ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX, n° 1, 01/2014, p. 34-35

Indépendance énergétique, baisse des prix, rentrées fiscales, créations d'emplois... Les arguments ne manquent pas pour convaincre les maires de la nécessité d'exploiter le gaz de schiste. Ils restent pourtant inflexibles.

IssyGrid ou le pari d'un réseau électrique « intelligent » à l'échelle du quartier / NEDEY FABIENNE

COURRIER DES MAIRES ET DES ELUS LOCAUX (LE), n° 275, 01/2014, p. 46

Le dispositif IssyGrid, à Issy-les-Moulineaux, permet de mesurer en continu la consommation d'énergie de chaque logement, avec des boîtiers d'alerte. Des bâtiments professionnels sont équipés d'un système de pilotage qui contribuera à écrêter les pointes de consommation.

L'enjeu énergétique, débats et perspectives / RIHAN CYPEL Eduardo, BATAILLE Christian, VIELLARD Marc, OKPO Didier, TRANCHANT Bruno, LETERTRE Yohan, POURREYRON Thierry

COMMUNES, DEPARTEMENTS ET REGIONS DE FRANCE, n° 12, 31/12/2013, p. 83-101

Les élus, acteurs de développement durable.

Tournons-nous vers l'avenir !

Montdisier et le développement durable : le laboratoire Picard.

Innovation à Lambesc : l'éco action par l'exemple.

Un parc photovoltaïque à Brignoles : le renouveau énergétique du Var.

Réduire les nuisances lumineuses : une pollution aux effets multiples.

Biogaz en Midi-Pyrénées : les coopératives au service de l'environnement.

Impact environnemental de la production de froid par la géothermie de très basse énergie sur aquifères : retour d'expérience du site d'étude ImPAC Lyon / BEZELGUES-COURTADE S., DURST P., GARNIER F., IGNATIADIS I.

TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 12, 31/12/2013, p. 65-71

Sous l'impulsion de politiques incitatives fortes, le recours à la géothermie comme source alternative d'énergie s'identifie ses dernières années, contribuant ainsi de façon de plus en plus marquée à la transition vers des énergies renouvelables.

Achat de gaz naturel et d'électricité : les acheteurs publics doivent anticiper la fin des tarifs réglementés / APASP

LOCALTIS.INFO, 10/12/2013

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250266319798>

Le site de la Direction des affaires juridiques (DAJ) de Bercy mentionne aux acheteurs publics, le lundi 9 décembre 2013, la suppression progressive, en 2014, des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz, la France se mettant ainsi en conformité avec les exigences du droit européen. La fin anticipée de ces tarifs réglementés oblige les acheteurs publics à songer dès à présent au montage juridique de leurs procédures d'achat d'énergies. Cette suppression conduira en effet à "la résiliation des contrats existants aux TRV de gaz", y compris pour les personnes publiques.

2.2 Gestion des bâtiments

Management du risque dans les projets de construction

FICHES PRATIQUES TECHNIQUES, n° 175, 01/2014

Les risques font partie de notre environnement et le lancement d'un projet est une circonstance propre à les concentrer. Les ignorer n'est plus concevable et leur prise en compte fait appel à des techniques qui concernent tous les acteurs de la construction.

Concertation sur l'accessibilité : la synthèse remise le 4 février / POUTHIER ADRIEN

LEMONITEUR.FR, 13/01/2014

<http://www.lemoniteur.fr/131-etat-et-collectivites/article/actualite/23438062-concertation-sur-l-accessibilite-la-synthese-remise-le-4-fevrier>

La grande concertation sur l'accessibilité lancée en octobre 2013 a connu une première étape intermédiaire le 7 janvier dernier avec l'élaboration des agendas d'accessibilité programmée. Un dispositif qui ne fait pas consensus notamment sur les délais de mise en conformité. Reste maintenant à établir l'arsenal réglementaire.

Ingénieur restaurateur du patrimoine : un technicien habité par l'histoire et la culture /
VAN SANTEN DANIELLE

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2204, 13/01/2014, p. 70

Contexte : le patrimoine historique constitue l'identité des communes mais également un fort potentiel de développement économique et touristique. Problématique : la restauration des bâtiments historiques doit se plier aux normes du XXI^e siècle.

Réhabilitation du serpent de Pantin : Retrouver l'esprit d'un patrimoine / GUERIT Gérard

AGENCE QUALITE CONSTRUCTION, n° 142, 08/01/2014, p. 40-44

A deux kilomètres du boulevard périphérique parisien, Le Serpentin, ouvrage emblématique des années soixante, connaît sa deuxième réhabilitation lourde. Le projet en cours est exceptionnel par sa dimension, mais aussi par les techniques retenues pour retrouver l'esprit de l'œuvre originelle.

Accessibilité handicapés et réglementation incendie dans les bâtiments existants : pas toujours simple / HOVSEPIAN Joël

LEMONITEUR.FR, 02/01/2014

<http://www.lemoniteur.fr/185-regles-et-normes/article/point-de-vue/23279879-accessibilite-handicapes-et-reglementation-incendie-dans-les-batiments-existants-pas-toujours-simple>

Si les établissements recevant du public construits depuis l'entrée en vigueur de la loi du 11 février 2005, loi dite d'égalité des chances, intègrent dès la conception les exigences de cette réglementation, il n'en est pas de même pour les établissements existants, que ce soit au cours de travaux d'amélioration, agrandissement ou rénovation ou tout simplement dans l'optique du premier janvier 2015. Explications de Joël Hovsépian, expert près la Cour d'Appel d'Aix en Provence.

3. INFRASTRUCTURES PUBLIQUES ET RESEAUX

3.1 Patrimoine de voirie

Détection de la présence d'amiante dans la voirie : les obligations des collectivités / GAYDRE FREDERIC
TECHNI.CITES, n° 262, 24/01/2014, p. 46

L'amiante a été abondamment utilisé à une certaine époque dans de nombreux ouvrages et équipements en raison des avantages qu'il permettait : résistance au feu, isolant tant thermique qu'électrique ou phonique, imputrescibilité... Il demeure toutefois une matière très dangereuse pour la santé.

Recours contre les 70 km/h sur le périphérique / NEGRONI Angélique

FIGARO (LE), 28/01/2014, p. 7

Deux associations ont saisi le Conseil d'Etat. Elles estiment que cette baisse de la vitesse autorisée n'aura aucun effet positif sur la pollution, les nuisances sonores ou le nombre d'accidents. Concernant la sécurité routière, les enjeux sont tout d'abord faibles. Quant à la promesse d'une amélioration de l'air, le recours fait état de diverses études indiquant, au contraire, que la diminution de la vitesse va même détériorer la situation.

Stationnement payant sur voirie

MAIRES DE FRANCE, n° n°2014, 01/01/2014, p. 1

La réforme donnant aux communes et à leurs groupements la pleine maîtrise de la gestion du stationnement sur voirie, et donc de leur politique de déplacements, a été adoptée par le Parlement fin décembre dans le cadre du projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles. Cette réforme entrera en vigueur dans deux ans, le temps de préparer une mise en œuvre technique et administrative complexe.

La viabilité hivernale : toute une organisation

REVUE DES COLLECTIVITES LOCALES, n° 448, 01/01/2014, p. 20-23

Les conditions météorologiques particulières de l'hiver entraînent la mise en place d'un dispositif spécifique pour assurer le maintien de la circulation. C'est la viabilité hivernale, avec son lot de mesures particulières pour assurer la sécurité et l'entretien des routes.

Mobilité : une plateforme adaptée à l'habitat dispersé / DA CRUZ NATHALIE
COURRIER DES MAIRES ET DES ELUS LOCAUX (LE), n° 275, 01/2014, p. 20

La communauté de communes du Sud-Ouest amiénois (Somme) gère le transport scolaire et périscolaire, organise le transport à la demande pour les non-scolaires et possède des véhicules accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Interdire le passage de camions sur la voirie communale et sur les chemins ruraux
FICHES PRATIQUES TECHNIQUES, n° 06/30, 01/2014, 2 p.

Source de responsabilité et poste financier majeur, la voirie communale est au centre des préoccupations des élus locaux. Le maire a donc tout intérêt à connaître son pouvoir de police de circulation afin de restreindre voire d'interdire aux véhicules l'accès de certaines voies ou de certaines portions de voies ou de certains secteurs de la commune.

3.2 Eau et assainissement

Eau potable : sécuriser son approvisionnement

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1724, 01/02/2014, p. 34-41

Garantes de la qualité du service, les collectivités compétentes en eau potable doivent anticiper les dysfonctionnements éventuels de leurs systèmes de production et faire évoluer leurs outils afin de garantir l'approvisionnement, en qualité et en quantité. Cet objectif de sécurisation passe par le développement des interconnexions et la mobilisation de nouvelles ressources.

Animation territoriale : 5 ans d'expérience pour les zones humides / FAVEROT Pascal
ESPACES NATURELS, n° 45, 31/01/2014, p. 48-50

Mobiliser les collectivités pour qu'elles prennent en compte la préservation des milieux humides mais également faire émerger des projets et apporter des compétences peu présentes sur les territoires : tels étaient les objectifs de l'accord signé en 2009 entre les Cen de Rhône-Alpes et l'agence de l'eau RM&C (Rhône-Méditerranée et Corse).

Eau : la protection des captages prioritaires s'enlise / NEDEY FABIENNE

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2206, 27/01/2014, p. 21-26

Moins de la moitié des captages « Grenelle » à l'abri : la loi « Grenelle 1 » a imposé de porter l'effort de protection de la ressource en eau sur les plus de cinq cents captages les plus menacés. Un an après l'échéance, l'objectif n'est pas atteint.

Expérience - Besançon (Doubs) : les résultats tangibles d'une politique au long cours. Faire bouger les lignes grâce à la diversité des outils : la protection des captages « Grenelle » était une occasion d'expérimenter certains outils. Mission accomplie, grâce à des collectivités audacieuses et au soutien des agences de l'eau. Expériences : Orléans (Loiret) - Une convention de partenariat signée dès...2000 ; Syndicat de la haute Bourbre (Isère) - Coup de force et coup d'éclat en terres agricoles. "Le monde agricole se montre plus ouvert", Martin Guespereau, Directeur de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse, estime que le changement des mentalités est en marche.

http://agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/201306_Guide_Methodo_aires_de_captage_cle07e7http://www.fne.asso.fr/fr/reconquete-de-la-qualite-de-l-eau-comment-protoger-les-aires-d-alimentation-de-captage.html?cmp_id=170&news_id=13351&vID=879c1.pdf
<http://www.carrefour-eau.com>

La guerre des labos / DELMOLINO ALEXANDRA

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° Supplément, 27/01/2014, p. 9

Depuis l'ouverture à la concurrence du contrôle sanitaire de l'eau potable en France, les laboratoires publics d'analyse ont perdu plus de la moitié du marché.

Boulazac accueille une station d'épuration alliant esthétique et efficacité / WANAVERBECQ Christiane
TECHNI.CITES, n° 262, 27/01/2014, p. 36

http://www.territorial.fr/PAR_TPL_IDENTIFIANT/22536/TPL_CODE/TPL_REVUE_ART_FICHE/PAG_TITL E/SO+%3A+Boulazac+accueille+une+station+d%27%E9puration+alliant+esth%E9tique+et+efficacit%E9/48-technicites.htm

Boulazac (Dordogne) a signé avec la société "pôle épuratoire Boulazac" un bail emphytéotique administratif de vingt ans. La société s'engage à lui livrer en 2015 un équipement de 36000 équivalents-habitant qui utilisera la technologie Organica.

Gestion de l'eau : la Bretagne revendique toujours le droit à l'expérimentation

LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 28/01/2014

<http://www.lagazettedescommunes.com/recherche/?s=Gestion+de+l%E2%80%99eau+%3A+la+Bretagne+revendique+toujours+le+droit+%C3%A0+l%E2%80%99exp%C3%A9rimentation&cat=&dom=&fil=&loc=&tag=&page=&order=>

A la veille du 15ème carrefour des gestions locales de l'eau (CGLE) qui aura lieu les 29 et 30 janvier à Rennes, la région Bretagne présente le 22 janvier à Brasparts (Finistère) les avancées de son projet d'expérimentation dans le domaine de la politique de l'eau. Une demande ancienne et isolée qui avance à très petits pas.

Quid de l'eau dans la future agence de la biodiversité ?

LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 22/01/2014

<http://www.lagazettedescommunes.com/217283/quid-de-leau-dans-la-future-agence-de-la-biodiversite/>

Le Conseil scientifique de l'Onema s'inquiète de la perte de lisibilité sur la politique de l'eau que pourrait entraîner l'intégration de l'Onema dans la future Agence française de la biodiversité (AFB).

Eau : le Lot-et-Garonne anticipe le changement climatique / BOEDEC MORGAN

LOCALTIS.INFO, 21/01/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266495416&cid=1250266491179>

Deuxième département irrigant de France, le Lot-et-Garonne lance une mission d'information et d'évaluation sur les impacts du changement climatique sur la ressource en eau. A l'échelon départemental, la démarche est nouvelle. Et ne se cantonne pas au stade de l'étude : elle doit déboucher sur des propositions d'actions pour anticiper ces impacts. Pourquoi ce département innove-t-il ? "Parce que les Sud-Ouest et Sud-Est seront les territoires les plus touchés d'ici dix à cinquante ans par le réchauffement climatique, avec une pluviométrie constante mais des orages d'hiver plus fréquents, plus intenses et des étés de plus en plus secs", explique Raymond Girardi, président de la mission et vice-président du conseil général en charge de l'agriculture, de la forêt et de l'environnement.

Inondations dans le Var : Jean-Marc Ayrault promet un "immense effort" / LENORMAND ANNE, AFP

LOCALTIS.INFO, 20/01/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266487992&cid=1250266487252>

Au lendemain des trombes d'eau, fatales à deux hommes, qui se sont abattues ce week-end dans le Var, Jean-Marc Ayrault a assuré de sa "solidarité" les habitants sinistrés du département. Le Premier ministre, qui a survolé en hélicoptère ce 20 janvier les zones les plus touchées a déclaré qu'il fallait faire "un immense effort" pour "reconstruire" et promis qu'un arrêté de catastrophe naturelle serait pris très prochainement.

Réseaux d'eau : une matinée pour comprendre les nouvelles obligations

LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 16/01/2014

<http://www.lagazettedescommunes.com/?p=216173>

Les exploitants de réseau d'eau potable devaient réaliser un inventaire avant le 1er janvier 2014, assorti d'un plan d'actions en cas de taux de fuite important. Il en va de la responsabilité de l'autorité organisatrice. Le Club Technique organise le 4 février prochain une Rencontre d'actualité gratuite sur le sujet, à Nanterre.

Grand Lyon : Veolia s'engage sur un rendement optimal du réseau d'eau / AFP

LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 14/01/2014

<http://www.lagazettedescommunes.com/?p=215759>

Veolia Environnement a annoncé mardi avoir été retenu par le Grand Lyon pour gérer son réseau de production et de distribution d'eau potable, un contrat de 660 millions d'euros sur huit ans. Le groupe s'est engagé à baisser le prix de l'eau de 24% et vise un rendement du réseau de distribution de 87% en 2018.

Veolia remporte le marché de l'eau du Grand Lyon / LENORMAND ANNE

LOCALTIS.INFO, 14/01/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266452858&cid=1250266448898>

Veolia Environnement a annoncé ce 14 janvier avoir été retenu par le Grand Lyon pour gérer son réseau de production et de distribution d'eau potable, un contrat de 660 millions d'euros sur huit ans. Le groupe français était pressenti pour remporter ce contrat qui prendra effet au 3 février 2015 au travers d'une société dédiée, "Eau du Grand Lyon", et s'accompagnera de 55 millions d'euros d'investissements.

Les algues continuent à proliférer sur le littoral / LENORMAND ANNE

LOCALTIS.INFO, 08/01/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266429699&cid=1250266428799>

De plus en plus de côtes sont touchées par les algues vertes et de nombreux sites sont aussi exposés à des développements importants de phytoplancton, selon une étude que vient de publier le Commissariat général au développement durable (CGDD) sur les proliférations d'algues sur le littoral métropolitain.

Une station d'épuration cachée dans le sol / BAUMANN OLIVIER

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5748, 24/01/2014, p. 34-37

Pour rendre invisible l'extension d'une station d'épuration depuis le château de Versailles, les bâtiments sont enterrés. Conséquence : 180000 m² de terrassement et des parois moulées à foison.

Construire les réseaux d'eau potable (1) : le rôle du maître d'ouvrage

FICHES PRATIQUES TECHNIQUES, n° 03/89, 01/2014, 4 p.

La construction et surtout le renouvellement des réseaux d'eau potable sont désormais un enjeu prioritaire pour les services publics de l'eau. Ces opérations doivent s'inscrire dans une logique de développement durable assurant la pérennité de ce patrimoine. L'objectif de cette première fiche est de présenter les points de vigilance qui concernent le maître d'ouvrage et qui sous-tendent de bonnes pratiques.

Gestion locale de l'eau

JOURNAL DES MAIRES ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX, n° 1, 01/2014, p. 24-28

Les collectivités sont en première ligne pour la gestion de l'eau : réduction des consommations d'eau potable et lutte contre le gaspillage, remplacement des canalisations en plomb, protection des captages. L'eau de pluie peut être récupérée et utilisée, à condition de respecter les règles édictées en 2008.

Les systèmes d'information des collectivités, de la collecte à la diffusion des données / SOURDRIL

Antoine

TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 12, 31/12/2013, p. 30-34

Les systèmes d'information sur l'eau déployés à l'échelle des collectivités visent à prévoir, anticiper, guider les décisions et les actions à mener dans leurs services. Retours d'expérience de villes, agglomérations et conseils généraux.

Des bassins de rétention des eaux pluviales multi usages : un choix politique et des conceptions adaptées / Floriat M., Gandouin C., De Lombardon A., Verdier L.

TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 12, 31/12/2013, p. 75-82

Retour d'expériences sur les bassins de rétention des eaux pluviales multi usages : les principes adoptés pour les concevoir, les difficultés rencontrées, et les solutions permettant de faire émerger ces projets.

Le site pilote de Bellecombe (Sipibel) sur les effluents hospitaliers et stations d'épuration urbaines : premiers résultats du suivi / BreLOT E., Lecomte V., Patois L.

TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 12, 31/12/2013, p. 85-99

A la suite du Grenelle de l'environnement et du plan national santé environnement (PNSE-2), un plan national sur les micropolluants et un plan spécifique sur les résidus de médicaments (PNRM) ont été lancés par les ministères chargés de la santé et de l'environnement. Le plan PNRM soutient le développement et la structuration de sites pilote sur des bassins expérimentaux, favorisant la pluridisciplinarité scientifique et technique et la prise en compte des enjeux économiques et sociaux.

3.3 Infrastructures portuaires, aéroportuaires et fluviales

Le vieux port de Marseille revitalisé en agora minérale / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 150, 31/01/2014, p. 48-49

Après une première phase de requalification, le Vieux-Port de Marseille, figure emblématique de la cité phocéenne, s'est mué en une vaste esplanade couverte de granit où piétons et modes de déplacements doux sont privilégiés.

4. INGENIERIE ECOLOGIQUE

4.1 Nature et paysage urbain

Le végétal : une solution contre la pollution atmosphérique / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 150, 31/01/2014, p. 22-23

En Europe, de nombreuses activités humaines, industrielles et agricoles contribuent à la pollution de l'air. Du fait d'échanges de plus en plus importants, on estime qu'aujourd'hui près de 90% des européens vivant en ville sont exposés à l'un des polluants atmosphériques les plus nocifs et à des niveaux jugés dangereux pour la santé par l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé).

A Livry-Gargan, le végétal tient bon ! / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 150, 31/01/2014, p. 24-25

A une quinzaine de kilomètres de Paris, Livry-Gargan est une commune résidentielle dont le contexte urbain est caractérisé par une grande densité. Pourtant le végétal y a toujours occupé une place importante et en Seine-Saint-Denis, la ville fait aujourd'hui figure d'exception.

Une réorganisation de grande ampleur pour gérer contraintes et priorités / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 150, 31/01/2014, p. 32-33

Au pied des Alpes, la ville de Grenoble dispose d'une importante surface d'espaces verts, et doit résoudre, comme de nombreuses autres collectivités, une équation complexe. Quelle réorganisation et quelles nouvelles méthodes de travail et de management adopter pour entretenir un patrimoine d'espaces verts qui s'étend constamment, avec un budget de fonctionnement en diminution et un effectif constant ?

Brive-la-Gaillarde pacifie l'usage de son hyper-centre / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 150, 31/01/2014, p. 38-39

Pour accroître la présence piétonne et végétale dans son hyper centre, la ville de Brive-la-Gaillarde, en Corrèze, vient de réinterpréter les abords de la collégiale Saint-Martin, point historique de la place Charles de Gaulle. Un aménagement identitaire, qui redonne un caractère central à la place, diminue la présence automobile et favorise l'attractivité commerciale et touristique.

Les arbres remarquables ont besoin d'attention / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 150, 31/01/2014, p. 50-51

Si le patrimoine arboré bénéficie déjà d'importantes mesures de protection, dans un environnement urbain où le végétal joue un grand rôle, certains sujets font l'objet d'une attention particulière. Parce qu'ils ont traversé les siècles, parce que leur essence est exceptionnellement rare, ou parce qu'ils jouent un rôle clef dans le paysage, certains arbres ont été qualifiés de "remarquables". Soucieuses de connaître et protéger au mieux leur patrimoine, de nombreuses collectivités ont mis en place des procédures de recensement et de protection de ces sujets hors de commun.

Paray-Vieille-Poste : un arrosage pas courant ! / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 150, 31/01/2014, p. 58-59

Le service espaces verts de la ville de Paray-Vieille-Poste vient de s'équiper d'un tout nouveau système de gestion centralisée de l'arrosage automatique. Et plus besoin d'un réseau électrique pour arroser ! Tous les programmeurs 220 volts ont été remplacés par des programmeurs à piles, l'outil idéal pour piloter l'arrosage automatique des petits espaces en l'absence de courant.

Aménagement urbain : quelle place pour la biodiversité ? / DESCAMPS OLIVIER
TECHNI.CITES, n° 262, 24/01/2014, p. 12-13

Les maîtres d'ouvrage doivent apprendre à faire collaborer les ingénieurs écologues avec les paysagistes, les architectes et les gestionnaires d'espaces verts. À chacun d'intégrer la problématique de l'autre pour concevoir des écosystèmes résilients et répondant aux attentes des riverains.

Vers une intégration des zones humides dans l'aménagement urbain / SAULAIS MURIEL
TECHNI.CITES, n° 262, 24/01/2014, p. 14-16

Zones humides et milieu urbain, deux entités antagonistes ? Les exemples réussis d'intégration de ces espaces naturels en ville - du périurbain au milieu urbain dense - présentés ci-après, mettent en avant la conciliation possible entre aménagement urbain et valorisation de ces espaces.

Révéler la métropole par ses paysages / DEFAWE JEAN-PHILIPPE

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5748, 24/01/2014, p. 66

Pour beaucoup de professionnels, les pôles métropolitains sont encore une notion abstraite. L'appel à concepteurs lancé en juillet 2013 par le pôle métropolitain Nantes/Saint-Nazaire sur le thème "eau et paysages" prouve le contraire, même si cette initiative est encore inédite en France.

L'interdiction d'utiliser des pesticides pour l'entretien des espaces verts définitivement adoptée
ENVIROLEX.FR, 24/01/2014

<http://www.envirolex.fr/presse/environnement/actualites/4379/risques/linterdiction-dutiliser-des-pesticides-pour-lentretien-des-espaces-verts-definitivement-adoptee>

La proposition de loi présentée par le sénateur Joël Labbé et les membres du Groupe écologiste visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national a été définitivement adoptée jeudi 23 janvier 2014 par l'Assemblée nationale.

<http://www.assemblee-nationale.fr/14/ta/ta0280.asp>

Moins de produits chimiques dans les espaces verts / CHEVALIER FRANCK

JOURNAL DES MAIRES ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX, n° 1, 01/2014, p. 36-37

De plus en plus de communes sont désireuses de supprimer ou limiter l'usage des produits phytosanitaires sur leur territoire. Il reste encore un long chemin pour diminuer les risques sanitaires et la pollution des sols, mais de vraies solutions existent.

Aménagement urbain : quelle place pour la biodiversité ? / DESCAMPS OLIVIER
TECHNI.CITES, n° 262, 24/01/2014, p. 12-13

Les maîtres d'ouvrage doivent apprendre à faire collaborer les ingénieurs écologues avec les paysagistes, les architectes et les gestionnaires d'espaces verts. À chacun d'intégrer la problématique de l'autre pour concevoir des écosystèmes résilients et répondant aux attentes des riverains.

Vers une intégration des zones humides dans l'aménagement urbain / SAULAIS MURIEL
TECHNI.CITES, n° 262, 24/01/2014, p. 14-16

Zones humides et milieu urbain, deux entités antagonistes ? Les exemples réussis d'intégration de ces espaces naturels en ville - du périurbain au milieu urbain dense - présentés ci-après, mettent en avant la conciliation possible entre aménagement urbain et valorisation de ces espaces.

Révéler la métropole par ses paysages / DEFAWE JEAN-PHILIPPE

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5748, 24/01/2014, p. 66

Pour beaucoup de professionnels, les pôles métropolitains sont encore une notion abstraite. L'appel à concepteurs lancé en juillet 2013 par le pôle métropolitain Nantes/Saint-Nazaire sur le thème "eau et paysages" prouve le contraire, même si cette initiative est encore inédite en France.

Un hôpital reconstruit en site urbain dense / GUEZEL Jean-Charles

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° n° 5745, 03/01/2014, p. 20-22

L'hôpital des Quatre Villes, sur la colline de Saint-Cloud, est l'objet d'un chantier de démolition-extension que la topographie du site et le maintien de l'activité ont rendu très technique.

Réintroduire l'eau dans la ville, mais pas les moustiques ! Risques identifiés et solutions / Chapgier M. A, Foussadier R.

TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 12, 31/12/2013, p. 55-61

Avec l'expansion des transports, l'aire de répartition de nombreuses espèces animales comme végétales ne cesse de se modifier. Dans certains cas, la capacité des agents pathogènes aux populations humaines engendre une augmentation des risques sanitaires. Les moustiques ne font pas exception à la règle.

Trente-neuf espaces verts labellisés EcoJardin

PAYSAGE ACTUALITES, n° 362, 30/09/2013, p. 4

Répartis sur la France entière, une quarantaine de parcs et jardins ont reçu le label national EcoJardin, référence de gestion écologique. Créé en 2012 à l'initiative de neuf villes françaises avec d'autres maîtres d'ouvrage et partenaires techniques sous l'égide de Plante&Cité, ce label vise à encourager l'adoption de pratiques de gestion respectueuses de l'environnement sur les parcs et jardins publics urbains.

4.2 Environnement

Le plan de gestion : un outil essentiel et évolutif / ERNOUL Lisa, POULIN Brigitte, THIBAUT Marc

ESPACES NATURELS, n° 45, 31/01/2014, p. 10-11

La mise en œuvre des plans de gestion s'est-elle améliorée ? Suit-on mieux les impacts de notre gestion ? Leur évolution tend vers une complexification, parce qu'ils répondent à des objectifs de plus en plus divers incluant notamment les obligations légales, la recherche de financement, les consignes de sécurité pour les visiteurs ou la communication vers les acteurs du territoire. Après 25 ans d'application, il apparaît utile de porter un regard sur l'évolution du contenu des plans de gestion et d'ouvrir une réflexion sur leur devenir.

Mesures compensatoires : quel rôle pour les professionnels de la nature ? / MAURY Marc

ESPACES NATURELS, n° 45, 31/01/2014, p. 20-33

Éviter, réduire, compenser : une doctrine nationale pour passer à l'action.

Qui fait quoi ? La prise en compte de la biodiversité dans le contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier.

Le point à améliorer : le contrôle de la mise en œuvre effective des mesures et l'évaluation.

La compensation et les Cen, exigences et ambitions.

Les gestionnaires d'espaces naturels : des acteurs légitimes et fiables de la compensation.

Le PNR se rend indispensable.

Une coopération intelligente entre routes et ENS.

Penser la compensation pour améliorer la TVB.

Compenser des potentialités écologiques.

Lac d'Aydat : un pôle environnemental, écologique et touristique / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 150, 31/01/2014, p. 42-43

Utiliser les ressources naturelles pour protéger un lac de l'eutrophisation excessive, tel est le projet de réhabilitation de la zone humide bordant le lac d'Aydat (Puy-de-Dôme). Un aménagement loin des constructions paysagères classiques, mais qui redonne vie à la zone humide originelle tout en favorisant l'attractivité touristique du lac.

Auvergne : la zone humide du lac d'Aydat réhabilitée / LUNEAU SYLVIE

TECHNI.CITES, n° 262, 24/01/2014, p. 35

En Auvergne, le syndicat mixte des vallées de la Veyre et de l'Auzon (SMVVA) a procédé au reméandrage de la rivière et a restauré une zone humide qui filtre les eaux avant leur arrivée au lac d'Aydat. Résultat : une qualité de l'eau améliorée et un Trophée de l'eau de l'agence Loire-Bretagne.

Nuisances. L'effarouchement pour réguler les populations d'oiseaux / VENDAMME PINCET Virginie

TECHNI.CITES, n° 262, 24/01/2014, p. 18-19

Les colonies d'oiseaux, comme les étourneaux, les pigeons ou les corneilles, peuvent créer des nuisances, allant du bruit aux dégâts sur les bâtiments, ou des places souillées. L'effarouchement des oiseaux avec des rapaces est une méthode de plus en plus reconnue et appréciée par les communes. Pour la mettre en œuvre, il faut faire appel à un professionnel expérimenté.

Lois de finances : les principales dispositions pour l'environnement et l'énergie / LENORMAND ANNE
LOCALTIS.INFO, 20/01/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250266463727>

La loi de finances pour 2014 et la loi de finances rectificative pour 2013 publiées au Journal officiel du 30 décembre 2013 comportent plusieurs nouveautés concernant l'environnement et l'énergie.
Décryptage de ces dispositions.

http://www.assemblee-nationale.fr/14/dossiers/loi_finances_2014.asp

Une plateforme autonome de dépollution des lacs

LEMONITEUR.FR, 14/01/2014

<http://www.lemoniteur.fr/179-innovation-produits/article/actualite/23451281-une-plateforme-autonome-de-depollution-des-lacs>

Un prototype de plateforme photovoltaïque flottante a été expérimenté avec succès pour réoxygéner l'eau d'un lac. La jeune société d'ingénierie de l'innovation Innogur Technologies, agréée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, développe des produits innovants « écoresponsables ». Parmi ses dernières inventions, Aquagreen est un procédé breveté d'oxygénation et de dépollution combinée des plans d'eau souffrant d'eutrophisation. Cette dégradation des milieux aquatiques résultant d'une réduction du taux d'oxygène dans l'eau, généralement liée à un apport excessif de substances nutritives (azote et phosphore provenant notamment des nitrates agricoles et des eaux usées), augmente la production d'algues et d'espèces aquatiques en privant le milieu de lumière. D'où une réduction de la faune et de la flore.

Les algues continuent à proliférer sur le littoral / LENORMAND ANNE

LOCALTIS.INFO, 08/01/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250266428799>

De plus en plus de côtes sont touchées par les algues vertes et de nombreux sites sont aussi exposés à des développements importants de phytoplancton, selon une étude que vient de publier le Commissariat général au développement durable (CGDD) sur les proliférations d'algues sur le littoral métropolitain. Les macro algues, principalement des ulves, produisent des marées vertes sur de nombreux territoires bretons: l'estuaire de la Rance, les baies de Saint-Brieuc et Lannion, le Léon, la rade de Brest, les baies de Douarnenez et de la Forêt, la rade de Lorient, la ria d'Etel et le golfe du Morbihan.

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/LPS180.pdf>

Certiphyto - compte à rebours pour les professionnels / ASTORG Emilie

PAYSAGE ACTUALITES, n° 365, 31/12/2013, p. 38

Mesure phare du plan Ecophyto issu du Grenelle de l'environnement, le certificat individuel, également appelé Certiphyto, est devenu obligatoire pour les professionnels des produits phytosanitaires en zones non agricoles.

Développement durable, la place de la nature / CATFISH TOMEI

COMMUNES DEPARTEMENTS ET REGIONS DE FRANCE, n° 12, 31/12/2013, p. 59-82

Les territoires se bougent : l'observatoire national des agendas 21 locaux.

Niort, ville exemplaire : la préservation de la biodiversité comme priorité.

Trame verte et bleue: connecter les écosystèmes.

La transition écologique en action.

Les Atlas de la biodiversité communale : connaître et comprendre pour mieux agir.

Plan loup, plan ours : objectif conservation des espèces.

La protection des abeilles : soutenir une espèce faiseuse d'écosystème.

Tourisme et développement durable : les projets locaux se multiplient.

Champagne-Ardenne : le pionnier mondial des bio-industries.

Réduire les nuisances lumineuses : une pollution aux effets multiples / LETERTRE YOHAN

COMMUNES, DEPARTEMENTS ET REGIONS DE FRANCE, n° 12, 31/12/2013, p. 98-99

Le phénomène de la pollution lumineuse est causé par un éclairage nocturne excessif qui entraîne des nuisances pour tout l'écosystème. La solution passe par une rationalisation de l'éclairage artificiel la nuit, ainsi que par l'utilisation de matériel plus moderne.

Sites et sols pollués : structuration d'un droit nouveau / SAINTENY GUILLAUME

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, n° 218, 31/12/2013, p. 435-438

Constituée de textes épars, la réglementation des sites et sols pollués est aujourd'hui en voie de structuration, avec à terme, la perspective de voir émerger une réglementation propre.

Le miscanthus : un produit en devenir pour la filière... / VIDRIL VALERIE
DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, n° 218, 31/12/2013, p. 12-13

Du chauffage biomasse à la gestion des zones de captage, en passant par le paillage ou la fabrication de biomatériau, le miscanthus semble offrir des perspectives dans le cadre du développement d'une filière locale et de la mise en place de circuits courts.

4.3 Déchets et propreté

Déchets : Evry Centre Essonne responsabilise ses gros producteurs / DESCAMPS OLIVIER

TECHNI.CITES, n° 262, 24/01/2014, p. 33

http://www.territorial.fr/PAR_TPL_IDENTIFIANT/22533/TPL_CODE/TPL_REVUE_ART_FICHE/PAG_TITLE/DF+%3A+D%E9chets+%3A+%C9vry+Centre+Essonne+responsabilise+ses+gros+producteurs/47-lettre-du-cadre.htm

Dans le chef-lieu de l'Essonne, les entreprises jetant plus de 5 000 litres de déchets par semaine doivent désormais recourir à un prestataire. L'agglomération a créé un poste de médiateur pour les accompagner.

La prévention française dans les tuyaux européens / CANTO ALBANE

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5748, 24/01/2014, p. 8

Le nouveau plan français vise à réduire de 7% tous les déchets produits par les ménages et les acteurs économiques et collectivités par le service public.

Déchets plastiques : le Parlement fait le premier pas

ENVIRONNEMENT-MAGAZINE.FR, 15/01/2014

<http://www.environnement-online.com/presse/environnement/actualites/4352/dechets-plastiques/le-parlement-fait-le-premier-pas>

Les députés européens ont adopté mardi 14 janvier une résolution pour réduire l'impact des déchets plastiques sur l'environnement. Ils proposent d'intégrer dans la législation communautaire des objectifs spécifiques en matière de collecte et de tri de déchets qui pourraient atteindre 80 %.

CA du Grand Besançon, redevance incitative, de l'importance de bien préparer le terrain / CLEMENS MONIQUE

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2204, 13/01/2014, p. 36

Sur le seul territoire de plus de 100 000 habitants où le service se règle en fonction du remplissage du bac de déchets résiduels, la production individuelle est tombée à 150 kg/an en appartement et 100 en pavillon.

"J'apporte une nouvelle conception du poste de trieur" / LACOURCELLE CELINE

TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 12, 31/12/2013, p. 16-17

Depuis plus de 10 ans, Jean-Pierre Zana travaille à limiter les troubles musculo-squelettiques pour les agents postés au tri des déchets ménagers. Une expertise qui l'a conduit à participer à l'élaboration de la norme Afnor sur l'ergonomie des cabines des centres de tri.

Évolution du statut de déchet : une contribution à l'économie circulaire / DUBAIL CHARLES-HENRY

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, n° 218, 31/12/2013, p. 419-424

Cinq ans après la directive 2008/98/CE (directive cadre Déchets) et trois ans après sa transposition en droit français, la rencontre entre l'évolution du statut de déchet, d'une part, et le concept d'économie circulaire, d'autre part, devrait permettre de réduire l'utilisation de ressources.

Le droit des déchets

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, n° 218, 31/12/2013, p. 439-444

Le droit des déchets a fait l'objet, au cours des années précédentes, d'importantes réformes issues notamment de la nouvelle directive-cadre du 19 novembre 2008, de la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 et de l'ordonnance du 17 décembre 2010 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des déchets. C'est dans la continuité de ces textes que se sont inscrites cette année les évolutions réglementaires ainsi que la jurisprudence en la matière.

5. Transversal Services Techniques Territoriaux

Mutualiser pour renforcer l'équilibre du territoire ! / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 150, 31/01/2014, p. 28

En Mayenne, la communauté de communes du Pays de Meslay-Gez dispose de services techniques mutualisés, avec des agents prêts à intervenir en fonction des besoins des 23 communes du territoire. Moyens humains, matériel et compétences sont ainsi partagés. Pour ce territoire majoritairement rural, cette gestion est l'opportunité d'équilibrer les moyens de chacune des communes.

Marchés d'ingénierie : l'AMF et l'Idrri expliquent les mérites de l'achat groupé / APASP

LOCALTIS.INFO, 15/01/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250266450358>

En complément du guide "Le maire et l'ingénierie" élaboré en novembre 2011, l'Association des maires de France (AMF) et l'Institut des routes, des rues et des infrastructures pour la mobilité (l'Idrri) ont élaboré plusieurs fiches pratiques destinées à aider la personne publique dans le choix de la maîtrise d'œuvre. Ces fiches, publiées sur le site de l'AMF, entendent apporter "un éclairage sur les différentes étapes de ce choix, en proposant des recommandations qui ont pour ambition d'adjoindre au maître d'ouvrage un maître d'œuvre performant".

http://www.idrri.com/ressources/documents/2/1095,Le-maire-et-l-ingenierie_IDRRIM_AMF.pdf

http://www.idrri.com/ressources/documents/2/1222,1_comment-lancer-une-consultation_v.pdf

http://www.idrri.com/ressources/documents/2/1223,2_Quelle-procedure-retenir-pour-un-.pdf

http://www.idrri.com/ressources/documents/2/1224,3-comment-choisir-les-candidats_v2.pdf

http://www.idrri.com/ressources/documents/2/1225,4_Comment-choisir-la-meilleure-offr.pdf

http://www.idrri.com/ressources/documents/2/1226,5_Offre-anormalement-basse_v2.pdf

http://www.idrri.com/ressources/documents/3/1969,Fiche-6_Groupement-de-commandes.pdf

Le Cerema, un nouvel établissement issu de la fusion de onze services ministériels / MARCANGELO-LEOS PHILIE

ENVIRONNEMENT-MAGAZINE.FR, 08/01/2014

<http://www.environnement-online.com/presse/environnement/actualites/4324/etudes-expertise/le-cerema-un-nouvel-etablissement-issu-de-la-fusion-de-onze-services-ministeriels>

Un décret du 27 décembre 2013 fixe les modalités d'organisation et de fonctionnement du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema). Depuis le 1er janvier, ce nouvel établissement à caractère administratif fusionne les huit centres d'études techniques de l'équipement (Cete), le Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (Certu), le Centre d'études techniques, maritimes et fluviales (Cetmef) et le service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements (Sétra). Actée dans la loi du 28 mai 2013 portant sur les infrastructures et services de transports, sa création repose sur un "ancrage territorial fort", dont atteste la représentation des élus locaux au sein du conseil d'administration (5 contre 6 représentants de l'Etat) et du conseil stratégique (12 élus locaux, à parité avec les représentants de l'Etat).

Les 11 lettres d'information documentaire thématiques mensuelles, proposées par le réseau des documentalistes du CNFPT, traitent des informations relatives aux champs de l'action publique locale :

1. Action éducative et sport
2. Aménagement et développement durable des territoires
3. Culture
4. Droit public, collectivités territoriales, citoyenneté, achat public
5. Finances et gestion locale
6. Formation professionnelle, ingénierie de formation, pédagogie
7. Information, systèmes d'information
8. Sécurité, police municipale
9. Sécurité, sapeurs-pompiers et risques majeurs
10. Services techniques urbains et infrastructures publiques
11. Solidarité, cohésion sociale, enfance (lettre bimensuelle)

L'objectif de ces lettres est de fournir au lecteur une veille documentaire et de lui fournir des informations issues de la presse, de publications professionnelles et du web.

Les référents-documentalistes de ces lettres sont :

Brigitte BONIN (lettres n°6 et 7), Chantal COUPIGNY (lettre n° 2), Florence FLEURY (lettre n°4), Bérangère GODEMENT (lettres n°11), Hélène JURAIN (lettre n°3), Catherine LE QUERRE (lettre n°5), Annie MOREAU (lettres n°8 et 9), Fabienne ODILE (lettre n°10), Dorothée PLARD (lettre n°1).

D'autres thématiques viendront prochainement enrichir cette veille :

- Communication
- Europe, coopération internationale
- Fonction publique territoriale, statut
- Santé